

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures tient le bon cap

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures fête ses cinq ans d'existence. Membre fondateur, la Suisse y défend avec succès des normes strictes, une gouvernance transparente et des objectifs environnementaux ambitieux. *Corinne Estermann*

Abrégé La Suisse est membre depuis 2016 de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, qui se distingue des autres banques multilatérales de développement par l'accent mis sur des projets d'infrastructures durables. Après cinq ans d'activité, il est possible de faire un premier bilan en matière d'impact et de durabilité de ses activités, de sa place dans l'écosystème des banques multilatérales de développement et de la collaboration avec la Suisse. Il en ressort que la banque s'est dotée de mécanismes de surveillance multilatéraux robustes et applique des normes sociales et environnementales strictes.

L'irruption sur le marché il y a cinq ans de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), basée à Pékin, n'est pas passée inaperçue. D'aucuns ont vu dans la création par la Chine d'une nouvelle banque multilatérale de développement le signe de sa volonté de prendre davantage ses responsabilités dans les réponses à apporter aux enjeux mondiaux. D'autres y ont plutôt vu un défi pour le multilatéralisme actuel, dans lequel Pékin se sentait sous-représenté.

La Suisse est membre fondateur de la BAII¹. L'institution compte actuellement 86 États membres, dont la moitié sont asiatiques et le reste principalement européens. Ces derniers temps, de plus en plus de pays d'Afrique et d'Amérique latine se sont portés candidats. Les grands absents sont les États-Unis et le Japon: ils voient dans la BAII une concurrente de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, qui gravitent dans leur zone d'influence.

Comme dans toutes les banques multilatérales de développement, les membres exercent la surveillance principalement par le biais d'un conseil exécutif, fort de douze membres dans le cas de la BAII. La Suisse partage son siège avec d'autres pays européens (Danemark, Hongrie, Islande, Norvège, Pologne, Roumanie, Suède, Royaume-Uni). Actuellement, c'est la Pologne qui représente ce groupe de vote. La Suisse lui succédera de mi-2022 à 2024.

Toutes les stratégies et tous les projets sont soumis au conseil exécutif pour approbation. La Chine est le principal actionnaire

de la BAII (26,6 % des droits de vote), suivie de l'Inde, de la Russie, de la France, de l'Australie, de la Corée du Sud et de l'Allemagne avec des parts allant de 3 à 8 %. La Suisse possède quant à elle 0,8 % des droits de vote. Comme les décisions stratégiques requièrent une majorité des trois quarts, la Chine détient une minorité de blocage. La majorité simple suffit toutefois pour approuver les projets.

Priorité à l'Asie

Grâce à sa notation AAA, la BAII peut lever des capitaux à des conditions avantageuses et en faire bénéficier ses emprunteurs. Fin 2020, le total des crédits octroyés s'élevait à 22 milliards de dollars pour 108 projets, un portefeuille modeste comparé à celui d'autres banques multilatérales de développement. Néanmoins, le volume des crédits octroyés chaque année augmente rapidement et a ainsi doublé entre 2019 et 2020, passant de 5 à près de 10 milliards.

La BAII met l'accent sur le développement d'infrastructures durable et respectueux du climat en Asie. Ses principaux secteurs d'investissement sont les transports et l'énergie (voir *illustration 1*, p. 56), suivis du développement urbain, de l'approvisionnement en eau et des infrastructures numériques. Afin de produire un effet de levier, la BAII vise à mobiliser des fonds privés, appelés à participer au financement de 50 % de tous les projets de la banque d'ici 2030.

Le portefeuille des projets se concentre fortement sur l'Asie du Sud. Le marché principal est l'Inde, qui absorbe plus d'un cinquième du volume total des investissements (voir

illustration 2, p. 56). Cette répartition montre que la BAII investit également dans des pays qui n'ont pas rejoint la Nouvelle route de la soie (« Belt and Road Initiative ») initiée par la Chine ou qui l'ont même expressément rejetée, à l'image de l'Inde.

Le deuxième pôle d'investissement est l'Asie du Sud-Est, dont le principal emprunteur est l'Indonésie. L'Asie occidentale et centrale suit avec la Turquie comme principal marché. La BAII investit également de façon ciblée dans des pays membres en dehors de l'Asie, à condition que les projets aient un lien avec ce continent. Son conseil exécutif a fixé un maximum de 15 % du volume d'investissement pour ces projets, qui représentent actuellement 3 % du total. L'Égypte est ici le principal emprunteur.

Plus de la moitié des investissements sont cofinancés par d'autres banques de développement, comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement. L'assise financière des projets s'en trouve élargie et la BAII peut ainsi profiter de l'expérience de ces partenaires. Toutefois, forte de l'accroissement de ses compétences et de ses capacités, la BAII a récemment lancé davantage de projets par ses propres moyens.

Les membres de la BAII ont approuvé une enveloppe extraordinaire plafonnée à 13 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Gérés pour la plupart avec d'autres organisations multilatérales, ces fonds seront consacrés principalement au secteur de la santé publique ainsi qu'au soutien des petites et moyennes entreprises des pays bénéficiaires.

Lutter contre le changement climatique

Tous les investissements réalisés par la BAII sont régis par des normes strictes, en ce qui concerne par exemple la stabilité financière, la transparence des pratiques d'adjudication et les normes sociales et environnementales. S'agissant de ces principes fondamentaux, la

¹ Davantage d'informations sur www.seco.admin.ch.

BAll applique des exigences aussi élevées que les autres banques multilatérales de développement. En outre, elle a durci cette année ses normes sociales et environnementales, entre autres grâce à l'influence exercée par la Suisse et son groupe de vote. Les personnes directement concernées et les organisations non gouvernementales ont été associées à la démarche, un point important pour la Suisse.

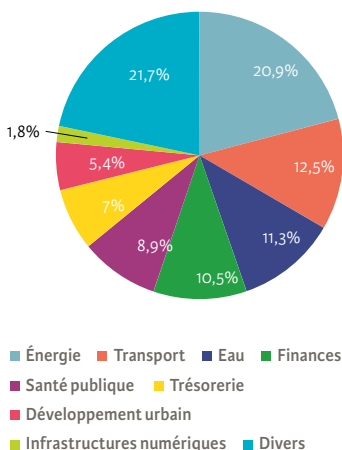
La BAll travaille d'arrache-pied au développement des énergies renouvelables: la part des projets climatiques devra constituer plus de la moitié de ses activités d'ici 2025, contre environ 40% actuellement. Seules la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont publié des objectifs aussi ambitieux.

Le président de la BAll, le Chinois Liqun Jin, a entamé son deuxième mandat de cinq ans en 2021 et a récemment déclaré que la banque ne financera pas de projets liés directement ou indirectement au charbon sous sa direction. La Suisse estime que les banques multilatérales de développement devraient durcir également les critères applicables aux autres combustibles fossiles. Ainsi, la BAll ne devrait continuer à financer le gaz que dans de rares cas nécessaires à la réussite du tournant énergétique, afin que le poids du gaz continue à diminuer dans son portefeuille également.

L'investissement dans le fonds ADM Capital Elkhorn Emerging Asia Renewable Energy, spécialisé dans les parcs photovoltaïques et éoliens, les petites centrales hydrauliques et les installations de biomasse dans les pays émergents d'Asie, est un bon exemple de l'effet de levier recherché par la BAll pour mobiliser des fonds privés. Le rôle d'investisseur de référence joué par la BAll a en effet attiré d'autres investisseurs, d'habitude plus réticents à s'engager dans les entreprises et pays cibles en raison de leur profil de risque.

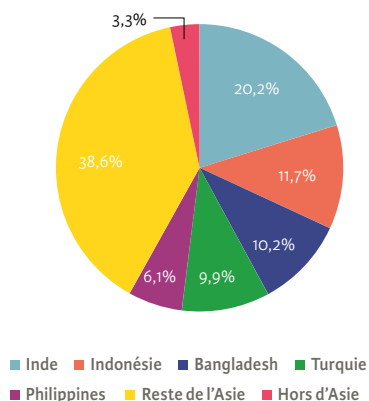
Ces projets constituent une aubaine pour les entreprises suisses: elles peuvent participer aux appels d'offres publics lancés pour les projets d'infrastructure, tandis que le secteur de la finance et de l'assurance peut faire valoir son expertise en matière de produits financiers durables.

III. 1. Distribution des crédits de la BAll, par secteur (2020)



BAll / LA VIE ÉCONOMIQUE

III. 2. Principaux emprunteurs de la BAll (2020)



BAll / LA VIE ÉCONOMIQUE

La Suisse a dès le départ œuvré afin que les objectifs de la BAll s'alignent sur ceux de sa Stratégie de coopération internationale. Le Secrétariat d'État à l'économie et la Direction du développement et de la coopération définissent de concert les positions défendues par la Confédération au sein l'organisation.

Qualité et résultats au rendez-vous

Au conseil exécutif, la Suisse se positionne continuellement en faveur d'une action orientée sur les résultats. Sa priorité va au respect des normes sociales et environnementales afin que la BAll contribue à la réalisation de

l'Agenda 2030 de développement durable des Nations unies. La Suisse tient à ce que l'institution continue à se concentrer sur sa compétence principale – le financement d'infrastructures durables et favorables au climat –, une démarche indispensable pour maximiser la valeur ajoutée. Elle escompte en outre que la BAll continuera à investir principalement en Asie malgré l'augmentation du nombre de membres provenant d'autres continents.

Si elle poursuit clairement sa stratégie d'investissement, la BAll parviendra à jouer un rôle complémentaire important dans le système de financement multilatéral du développement. Les craintes que la BAll affaiblisse le système international (en faisant par exemple de la sous-enchère en matière de développement durable et de gouvernance) ne se sont pas matérialisées. Elle devra cependant continuer à prouver qu'elle est capable de lancer et de mener à bien des projets de qualité si elle veut devenir un acteur à part entière de la coopération internationale au développement.

Les voyants sont au vert pour y parvenir. La BAll est en effet une institution multilatérale dans laquelle tous les pays membres ont voix au chapitre. Son actionnaire principal – la Chine – et sa direction entendent en faire un acteur reconnu sur l'échiquier international grâce à sa stratégie verte. La Suisse continue d'y jouer un rôle actif: le président de la Confédération Guy Parmelin sera en effet le vice-président de l'assemblée annuelle des gouverneurs de la banque qui se tiendra en octobre 2021.



Corinne Estermann

Collaboratrice scientifique au Secrétariat d'État à l'économie (Seco) à Berne, conseillère du conseil exécutif de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAll) à Pékin